

aujourd'hui certaines des politiques que nous poursuivons afin d'atteindre nos objectifs fondamentaux. La liste en est longue: aide étrangère, OTAN, maintien de la paix, contrôle des armements, Chine, Vietnam, mais elle reflète l'essentiel du rôle du Canada et de son attitude sur le plan mondial. Nous nous occupons de plus en plus de problèmes qui existent dans toutes les parties du monde, par l'intermédiaire des Nations Unies, par notre participation à des alliances, ou dans le cadre de nos relations bilatérales avec de nombreux pays. Nous nous intéressons à toute la gamme des relations entre pays, que ces rapports soient politiques, économiques ou culturels. Et nous nous soucions particulièrement des occasions qui se présentent de fournir un apport positif à la solution des problèmes internationaux dans tous ces domaines.

Le premier secteur important de politique étrangère dont j'aimerais parler est le sous-développement et l'aide étrangère. De l'avis de certains, même si le développement pose un problème dans les pays pauvres, ce n'est pas le problème du Canada et nous n'avons pas à nous en occuper. Il n'est pas d'opinion aussi étroite à mon point de vue. Les besoins sont si importants et les solutions, autres que celles de la croissance rapide, si inacceptables qu'il convient d'acheminer plus de ressources et non pas moins, vers les pays peu développés. Les Canadiens ont reconnu cette nécessité et ont réagi d'une manière positive à l'idée que le Canada a un rôle important à jouer dans le développement du tiers-monde. Au cours des deux dernières décennies, notre pays a édifié un programme d'aide qui dépassera les 300 millions de dollars sous forme d'outillage, de services, de cours de formation et de denrées. Nous aidons activement l'Asie, l'Afrique et les Antilles. Vous savez sans doute que d'autres pays fournisseurs d'aide ont stabilisé ou même réduit leur apport. Devant une telle attitude, il me fait plaisir de signaler que le Canada s'acquitte de ses responsabilités et donne l'exemple, en maintenant la courbe ascendante de son aide à l'étranger.

Le Gouvernement a la ferme intention d'accroître considérablement, durant les cinq prochaines années, son budget d'aide à l'extérieur. Nous nous sommes engagés -- et j'ajoute de grand coeur -- à porter notre contribution à environ un pour cent de notre produit national brut au début des années '70. Nous pouvons prévoir des dépenses annuelles d'un demi-milliard ou plus, d'ici cinq ans. Nous avons l'intention de réaliser ces accroissements majeurs sans que, pour autant, les initiatives ou engagements importants d'un ordre différent en souffrent ou soient compromis. Ce serait le summum de l'irresponsabilité que de sacrifier, comme on l'a suggéré récemment dans des critiques touchant la politique étrangère canadienne, notre ligne de conduite relative à l'ensemble des problèmes du monde entier (surtout à l'égard des alliances et des engagements touchant la sécurité collective) pour satisfaire à une seule exigence. Le Canada a adopté et continuera à suivre une politique étrangère qui tienne compte de toutes les difficultés dont il peut faciliter la solution.

Un autre grave sujet de préoccupation pour le Canada est la sauvegarde de la paix et de la sécurité à l'époque nucléaire. Certaines personnes soutiennent que la situation mondiale est telle que le Canada pourrait réduire sensiblement ou même supprimer sa participation militaire aux dispositifs de défense coopérative et collective.

Pour ce qui est de l'OTAN, personne ne niera que des changements importants se sont produits au cours des années qui ont suivi sa fondation: